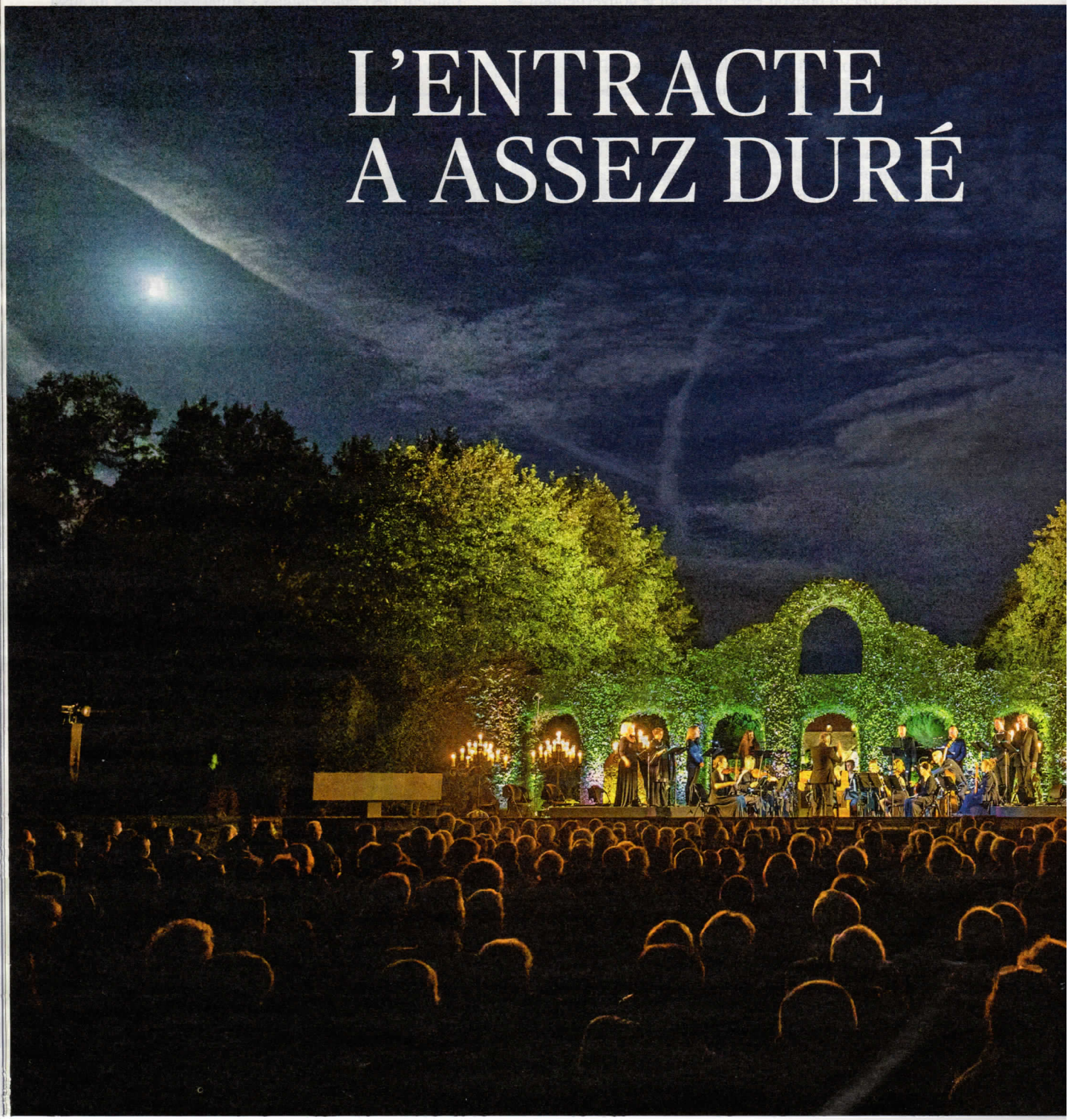
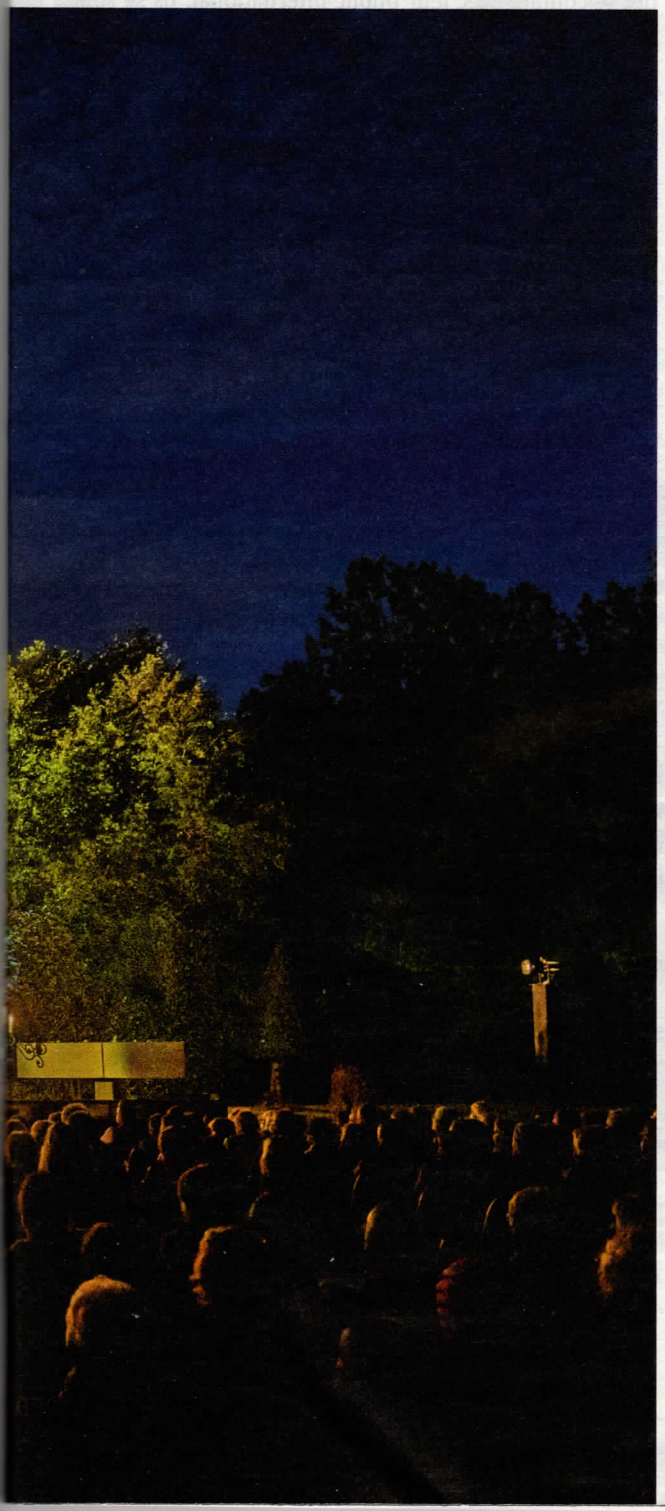
Ils ont essayé les concerts en streaming, les jauges réduites et ont, aussi, bénéficié d'aides. Mais face aux incertitudes et aux annulations en cascade, les ensembles instrumentaux et vocaux cherchent la parade.

Par Sophie Bourdais

L'ENTRACTE A ASSEZ DURÉ



Il y a un peu plus d'un an, les ensembles indépendants exploraient avec enthousiasme des répertoires allant du médiéval au contemporain, (re)créaient des œuvres oubliées et d'autres fraîchement composées, plantaient des oasis dans les déserts culturels, et s'exportaient joyeusement dans le monde entier. Fondée en 1999 par neuf formations, la Fédération des ensembles vocaux et instrumentaux (Fevis) en regroupait plus de cent cinquante. Pygmalion, Correspondances, Les Siècles, Les Arts Florissants, Akadêmia... Ces structures légères et dynamiques, championnes de la créativité et de la démocratisation musicales, s'étaient rendues indispensables. Elles partagent aujourd'hui l'accablante impression d'avoir les ailes coupées.



JULIEN GAZEAU

Les Arts Florissants, dans leur fief de Vendée. En août 2020, le festival Dans les jardins de William Christie avait déjà eu lieu avec une jauge réduite.

Frappés de plein fouet par la pandémie de Covid-19, les ensembles ont tout fait pour garder la tête hors de l'eau. Dès la sortie du premier confinement, ils ont animé des festivals en streaming vidéo puis en plein air, jonglé avec les demi-jauges et les tests obligatoires lors de la (brève) rentrée culturelle, repris leurs activités pédagogiques partout où elles étaient autorisées, et continué, après le reconfinement automnal, à préparer une reprise qui s'est révélée illusoire. Soutenus par les dispositifs d'urgence qu'a instaurés l'État, pris en compte – avec retard – dans ceux du Centre national de la musique, ils ont réussi à terminer 2020 sans trop de casse. Mais se demandent s'ils survivront à 2021, pour avoir perdu leur source essentielle de revenus : la vente de leurs concerts et spectacles aux salles et festivals français et internationaux, qui leur permettait jusqu'alors de se financer à 70 %. Le mécénat, les subventions du ministère de la Culture et des collectivités territoriales, les aides des organismes de gestion collective (Sacem, Spedidam, Adami) venant compléter des budgets serrés, gérés avec beaucoup de prudence et de système D.

« Les temps mauvais sont à venir », estime Louis Presset, délégué général de la Fevis. Le soutien des mécènes, très présents en 2020, ne sera pas infini. Les subventions publiques, au mieux, stagneront. Les organismes de gestion collective ont moins d'argent à distribuer, et viennent de modifier leurs critères d'attribution, rendant inaccessibles à certains les sommes sur lesquelles ils comptaient pour des projets déjà lancés. Plus grave, les salles restent fermées, et les spectacles prévus en 2021 sont à leur tour annulés ou reportés, embouteillant les saisons à venir dans un saisissant effet domino. *« En 2020, les ensembles ont continué à élaborer de nouvelles productions, mais ne peuvent plus les placer. Pour les deux ans à venir, ils n'ont quasiment aucune perspective d'engagement. Et les plus fragiles risquent de disparaître. »*

Jusqu'à la fin décembre, les directions artistiques et administratives des ensembles ont serré les dents, et cherché à maintenir le plus d'activité possible. Pas seulement pour éviter que leurs musiciens, intermittents pour la plupart, basculent dans la précarité ou se reconvertissent, mais aussi pour les garder en bonne forme musicale et vocale, et préserver la qualité du son collectif – quitte à devoir jouer les Pénélope, et faire et défaire leurs projets au fil des annulations. Janvier a passé sans rien apporter de neuf ni d'encourageant. *« Le parapluie de 2020 commence à être un peu troué. On aurait préféré une politique de stop and go bien organisée plutôt que ce grand flou. Cela aurait été moins douloureux d'annuler presque toute la saison, et de recourir à l'activité partielle »*, regrette Enrique Thérain, délégué général de l'ensemble Les Siècles, orchestre symphonique sur instruments d'époque mis en grande difficulté du fait de la dimension internationale de ses activités. *« On travaille à l'aveuglette »*, constatait début février Mathieu Romano, chef de l'ensemble vocal Aedes. Quant à Clément Mao-Takacs, il cherche toujours, *« désespérément »*, une salle »»

» prête à accueillir, en répétition, son Secession Orchestra. *«J'ai plusieurs enregistrements à réaliser d'ici à mai, j'ai trouvé le mécène pour les financer, et je n'ai nulle part où les préparer»*, déplore le chef, qui a pu maintenir son festival morbihannais l'été dernier, démarche activement les institutions, mais se heurte, depuis janvier, à *«un mur de silence»*.

La tétanie ambiante pèse sur les ensembles, quelles que soient leur taille et leur notoriété, et la Fevis comme le syndicat Profedim (qui représente les producteurs, festivals, ensembles et diffuseurs indépendants de spectacle vivant) diagnostiquent avec inquiétude une nette dégradation de l'état psychologique de leurs adhérents. *«On a tous cru qu'on allait courir un sprint, avant de réaliser que ce serait un semi-marathon. Tout le monde est usé»*, note Nicolas Bucher, président du Profedim. Usés et, de plus en plus, en colère. Les ensembles reconnaissent volontiers qu'ils ont de la chance d'avoir bénéficié d'un soutien public que leur envient leurs collègues étrangers. Mais le maintien de la fermeture des salles, alors, rappelle Louis Presset, qu'*«elles n'ont jamais été des lieux de clusters»*, leur reste en travers de la gorge. *«Pourquoi ne pas donner une chance à des réouvertures à l'espagnole, et donner les moyens légaux d'ouvrir à tous les producteurs et artistes qui le souhaitent?»* demande ainsi Raphaël Pichon, chef de l'ensemble Pygmalion. *«Cet automne, nous avons monté à l'Opéra Comique* Hippolyte et Aricie, *de Rameau, avec cent vingt artistes testés tous les jours pendant six semaines. Il n'y a eu aucun foyer épidémique. Faisons confiance à ces expériences! La réouverture a un coût, mais il n'y a rien de pire que de financer du silence.»* Un avis loin d'être isolé, relayé le 1er mars par la Fevis, le Profedim et un certain nombre d'acteurs du monde culturel dans une tribune appelant l'État à *«déconfiner la culture»*, à travers un calendrier de reprise clair, et des mesures financières pour l'accompagner.

D'aucuns objecteront que le développement des captations audiovisuelles a limité la gravité de ce silence forcé. De fait, la majorité des ensembles se sont pliés à l'exercice du filmage, sous des formes diverses. L'ensemble TM+ s'est servi de sa résidence à la Maison de la musique de Nanterre pour maintenir et capter ses créations, pour que les commandes passées aux compositeurs aillent à leur terme. David Grimal, lui, a entraîné ses Dissonances dans deux festivals de musique de chambre en streaming. Dès le printemps dernier, William Christie et ses Arts Florissants ont profité du cadre idéal de leur jardin de Thiré, en Vendée, pour garder le contact avec leur public international. Ils se sont transformés en producteurs et diffuseurs sur leurs propres réseaux, en cherchant des financements auprès des institutions, des mécènes ou des partenaires publics pour capter les concerts et spectacles survivants.

Sachant que le repli de la musique vivante sur le numérique ne peut fonctionner dans la durée. La saturation de l'offre vidéo menace, le modèle économique est absent, et ce sont les ensembles les mieux installés qui prennent l'essentiel de la lumière, creusant ainsi d'autres inégalités. *«On ne touche pas de nouveau public avec le streaming»*, considère Françoise Lasserre, cheffe d'Akadêmia, qui a préféré bâtir un projet territorial, Lumos, avec ses musiciens. S'ils y sont autorisés, ils iront par petits groupes, à la fin du mois d'avril, vers les habitants de la Marne, retrouvant ainsi l'une des missions essentielles des ensembles : porter la musique là où elle ne va pas. *«On ne veut pas rouvrir seulement dans les grandes villes, mais partout»*, confirme Sébastien Daucé, chef de Correspondances, qui repart ce printemps, à vélo, dans trois départements normands. *«C'est aussi une question de santé mentale. La culture couvre tout le territoire, les échanges qu'elle permet ne sont pas dangereux mais vitaux.»*

En août 2020, l'ensemble Correspondances a sillonné la Normandie à vélo pour une tournée «zéro carbone».

Parce qu'ils sont, à juste titre, persuadés d'être des outils essentiels de la décentralisation et de la démocratisation culturelles, beaucoup d'ensembles ont entrepris, dès le début de la crise, de réfléchir à «l'après». Certains ont mis en commun leurs réseaux et compétences, l'été dernier, pour organiser des festivals solidaires dans l'est de la France (le Grand Est'ival) ou l'Île-de-France (OuVERTures), et, ravis de l'expérience, comptent bien récidiver cet été. D'autres participent activement aux divers ateliers lancés par la Fevis. La situation actuelle oblige à tout repenser : la quantité et le ciblage des aides, l'amélioration des relations entre les différents acteurs du monde culturel, le poids des institutions par rapport aux indépendants, le rôle de nouvelles instances comme le Centre national de la musique... Ne reste plus à espérer, comme le résume Sébastien Daucé, que *«le monde d'après ne sera pas celui d'avant en version dégradée»* ●